

Corrigé exercice 15.02 : cas H.Holding

Cet exercice est une illustration d'une distribution de dividendes en provenance d'une filiale étrangère, et un exemple d'utilisation d'une convention fiscale. Il est aussi l'illustration de la lecture d'une convention fiscale, dans sa partie consacrée à l'imposition des dividendes.

En vertu de la convention franco-américaine, l'Etat de la source, c'est-à-dire les Etats-Unis, peut imposer les dividendes à un taux qui n'excède pas en général 15 %. Toutefois, lorsque le bénéficiaire effectif est une société française qui détient directement ou indirectement au moins 10 % du capital de la société américaine distributrice, l'Etat de la source prélève une retenue limitée à 5 % du montant du dividende brut (article 10-2 a de la convention).

Par exception, ce régime de faveur ne s'applique pas aux dividendes versés par certains organismes de placement collectifs.

Il s'agit notamment des SICAV concernant la France et des *regulated investment companies* (RIC) pour les Etats-Unis.

Une exception est également prévue pour les sociétés de placement en valeur immobilière.

En l'espèce, comme il est indiqué dans l'énoncé du cas, la société américaine est une véritable société commerciale qui n'entre pas dans le champ d'application des exceptions visées. En outre, la société n'a pas d'activité de placement en valeurs mobilières ou immobilières, et ne fait donc pas partie des exceptions visées.

Il y a donc lieu d'appliquer un prélèvement à la source au **taux de 5 %** sur le montant des dividendes bruts versés par la société américaine au bénéfice de la société française.

1. Modalités d'imposition des dividendes chez H. Holding

Malgré l'imposition des dividendes dans l'Etat de la société distributrice, les dividendes restent imposables dans l'Etat du bénéficiaire pour leur montant brut.

A ce titre, le régime des sociétés mères et filiales prévu aux articles 145 et 216 du Code Général des Impôts est applicable à une participation dans une société américaine.

En effet, le régime des sociétés mères et filiales prévu à l'article 145 du Code Général des Impôts s'applique aux sociétés mères qui détiennent des participations répondant aux conditions mentionnées à cet article, quel que soit le lieu d'implantation du siège des filiales.

Jusqu'alors, le régime était applicable lorsque la filiale était située dans un paradis fiscal. Pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011, le régime mère-fille n'est en principe plus applicable lorsque la filiale est implantée dans un Etat non coopératif. Le régime mère-fille peut toutefois s'appliquer si l'entreprise établit que les opérations de cette société correspondent à des opérations réelles qui n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, la localisation de bénéfices dans ces Etats ou territoires (Loi 2015-1786 du 29-12-2015 art. 29).

Ainsi, le fait que la filiale soit implantée sur le territoire des Etats-Unis, qui n'est pas un paradis fiscal, ne prive pas la société mère du bénéfice du régime mère-fille.

Conformément à la précision portée précédemment, l'imposition des dividendes en France se fera sur le **montant brut** des dividendes.

Toutefois, l'article 216 du Code Général des Impôts dispose :

« Les produits nets des participations, ouvrant droit à l'application du régime des sociétés mères et visées à l'article 145, touchés au cours d'un exercice par une société mère, doivent être retranchés du bénéfice net total de celle-ci, déduction faite d'une quote-part de frais et charges.

La quote-part de frais et charges visée au premier alinéa est fixée uniformément à 5 % du produit total des participations, crédit d'impôt compris. (...) »

En vertu de ce régime, il convient donc d'extourner le montant du produit net de la participation issue de la filiale située à l'étranger.

Selon la doctrine administrative, il est prévu que, concernant les produits des filiales étrangères : *« les produits de filiales étrangères sont encaissés par les sociétés mères sous la seule déduction des impôts perçus dans leur pays d'origine. (...) »*

Néanmoins, la plupart des conventions internationales conclues par la France prévoient, en faveur du bénéficiaire de produits d'actions ou de parts sociales distribués par les sociétés étrangères, un crédit d'impôt correspondant à l'impôt étranger perçu dans l'Etat de la source.

En vertu de la doctrine administrative précitée, il est prévu que les crédits d'impôt à ajouter au produit total des participations nettes pour calculer la quote-part de frais et charges comprennent également les crédits représentant l'impôt perçu à l'étranger sur les produits de filiales ayant leur siège dans un pays lié à la France par une convention fiscale.

En l'espèce, la convention bilatérale conclue avec les Etats-Unis dispose, en son article 24 :

« En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante : (...)

III) Pour les revenus visés à l'article 10 (Dividendes), (...) au montant de l'impôt payé aux Etats-Unis conformément aux dispositions de la Convention ; toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus. »

Ainsi, le principe du crédit d'impôt existe donc pour ce qui est des relations franco-américaines et il y a donc lieu de le comprendre dans la base qui sert à déterminer la quote-part de frais et charges.

Pour la distribution de 100 000 € de dividendes par la société américaine au bénéfice de sa société mère française, les principes suivants devront être appliqués :

- prélèvement à la source aux Etats-Unis au taux minimum de 5 %, soit une retenue de 5000€, le revenu net effectivement perçu par la société mère française s'élève donc à 95 000€;

- application du régime mère-fille en France :

- On déduira extra-comptablement le total du produit net de la participation, soit 95 000 €

Crédit d'impôt = 5 000 €

-Calcul de la quote-part de frais et charges : $[95\,000 \text{ (participation nette)} + 5\,000 \text{ (crédit d'impôt issu du prélèvement à la source américain)}] \times 5\% = 5\,000 \text{ €}$

- réintégration de 5 000 euros dans la base taxable de la société française.

2. Conséquences d'une redistribution à l'associé Boudu

La société peut redistribuer $95\,000 \text{ €} \times 40\%$, soit **38 000 €** à l'associé Boudu, puisqu'aucun prélèvement fiscal n'est intervenu sur cette « partie » du dividende.

M. Boudu soumettra le dividende au taux progressif de l'IR soit au PFU, soit au barème progressif avec application de l'abattement de 40%

Le dividende supportera également les prélèvements sociaux de 17,20%.